

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 15/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEALCHROME-BOURGES

7 avenue de la Prospective
18000 Bourges

Références : Visite ICPE du 05/10/2023
Code AIOT : 0010000028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement IDEALCHROME-BOURGES implanté 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEALCHROME-BOURGES
- 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010000028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEALCHROME a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié à poursuivre l'exploitation de l'atelier de traitement de surface situé avenue de la Prospective, sur la commune de BOURGES. Par ailleurs, l'établissement est soumis à la surveillance pérenne de ses rejets

dans le milieu aquatique relative à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), et à la remise d'un programme d'actions et d'une étude technico-économique (le cas échéant) de réduction des émissions par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2012.

Courrier du 20 décembre 2013 actant que le classement des installations relève également de la rubrique 3260, et que le document BREF associé à cette rubrique est le BREF intitulé STM « traitement de surface des métaux et matières plastiques »

Classement :

Rubrique à autorisation : 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes).

L'exploitant a transmis en préfecture du Cher par courrier du 26 juillet 2023 un porter à connaissance dont l'objet principal est son positionnement vis-à-vis des rubriques 2565 et 3260 pour lesquelles l'installation ne relèverait plus que de la rubrique 2565 au régime de l'enregistrement (le volume des bains de traitement étant de 28m3).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection précédente ;
- la gestion des déchets ;
- les rejets ;
- les risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 5.1.2.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/01/2008, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Classement rubriques 4000	Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.513-1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.4.	/	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.2.	/	Sans objet
9	Conditions de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 3.2.3.	/	Sans objet
11	Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.
Constats : Les déchets dangereux produits en quantité supérieure à 2 tonnes (34,28 tonnes) en 2022, n'ont pas été déclarés en 2023 au ministre chargé des installations classées, notamment sur la plateforme GEREP.
Observations : L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser en 2022 l'entretien du décanteur de sa station de traitement des eaux de rinçage du process industriel. Cet entretien : - a été réalisé par la société GESSET et Fils de Vierzon (18100), l'exploitant a produit la facture en date du 07 juillet 2022 ; - a généré 34,28 tonnes de déchets dangereux. L'exploitant n'a pas déclaré ces déchets dangereux générés et expédiés en 2022 dans une quantité supérieure à 2 tonnes dans l'application GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Classement rubriques 4000

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 4000
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir

de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.
Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.
Constats : Le positionnement vis-à-vis de la rubrique 4702 est à préciser, l'exploitant transmet à l'inspection la fiche de donnée de sécurité du « corrotribeau » utilisé dans les bains.
Observations : NC3 de la Visite d'inspection du 6 octobre 2022 : Lors de l'inspection précédente l'exploitant avait indiqué avoir procédé à l'évaluation des volumes présents dans son installation pouvant relever des rubriques 4000. Bien que l'inspecteur ait pu voir le tableau finalisé, l'exploitant n'avait pas fait connaître son positionnement auprès du préfet du Cher. Cette démarche a été réalisée au travers d'un courrier de porter à connaissance daté du 26 juillet 2023. Il est conclu dans ce courrier, que l'installation ne relève d'aucune rubrique 4XXX, notamment des rubriques 4511 et 4702 (utilisation de corrotribeau dans les bains et en stock : 150 kg) Le seuil du régime déclaratif n'est pas atteint pour la rubrique 4511 (régime déclaratif lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 100 tonnes). La rubrique 4702 est relative notamment aux engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium. L'activité de l'installation étant relative aux traitements de surface des métaux, le positionnement vis-à-vis de cette rubrique ne semble pas adapté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Transmission des données d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La télédéclaration de l'autosurveillance des rejets eau n'est pas réalisée depuis novembre 2021 (notamment au travers de la plateforme GIDAF).

<p>Observations :</p> <p>L'ensemble des résultats des analyses des rejets eaux réalisées depuis novembre 2021 n'ont pas été reportées dans l'application GIDAF.</p> <p>Ces résultats concernent les paramètres listés à l'article 8.2.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2006 et notamment les eaux industrielles du point de rejet n°2 (eaux de process).</p> <p>L'exploitant indique que les analyses ont été réalisées. Les résultats n'ont pas été transmis par un autre canal.</p> <p>L'exploitant a justifié d'une impossibilité technique pour la période du mois de juillet 2023 (perte de données informatiques).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 5.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an.</p> <p>DD: boues 5m3 huiles 0.100 m3</p> <p>DND: total des DIB 1m3</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité de déchets de boues stockés dans l'installation est supérieure à 5 mètres cubes.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant indique lors de l'inspection que 24 big-bags correspondant aux déchets de la station de traitement sont entreposés en attente d'expédition. Ces déchets (boues et gâteaux de phosphatation, d'un poids unitaire de 600 kg) sont entreposés sous un auvent, à l'abri des pluies météoriques et sur un sol étanche permettant de recueillir les éventuels écoulements .</p> <p>Ce stock représente un volume estimé supérieur à 5 m3.</p> <p>L'exploitant précise que cette quantité correspond à un lot normal d'expédition correspondant à la capacité optimale des véhicules procédant à l'enlèvement de ces déchets. L'exploitant précise que cette optimisation permet de limiter les coûts liés au transport.</p> <p>L'inspection propose à l'exploitant de demander formellement au préfet une modification des quantités de boues et gâteaux de filtration pouvant être stockés temporairement sur le site, correspondant à un lot normal d'expédition.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un registre chronologique ou sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Ce registre doit comporter les éléments requis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement) sont opposables à l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspecteur, qu'il conservait les bordereaux de suivi des déchets dangereux mais ne compilait pas l'ensemble de ces informations dans un registre.</p> <p>L'inspection précise que tous les déchets sortants (dangereux et non dangereux doivent être consignés dans ce registre).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'extincteurs adaptés.</p> <p>La ressource en eau d'extinction d'incendie étant sur le domaine public, l'exploitant s'assure auprès du service gestionnaire de sa disponibilité permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspecteur a constaté sur le dernier rapport de contrôle de l'entretien des moyens de défense incendie la liste des 10 extincteurs répartis sur le site.</p> <p>Par sondage il a pu être constaté la présence dans des armoires adaptées de deux extincteurs CO2 catégorie B de 5 kg.</p> <p>L'exploitant s'est assuré de la ressource en eau d'extinction disponible sur le domaine public auprès de l'exploitant du réseau.</p> <p>Un plan (transmis à l'exploitant par le gestionnaire du réseau Bourges Plus, par mail du 17/10/2023) indiquant la présence de 2 points de défense incendie situés à une distance estimée par l'inspecteur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à moins de 100 m: PI n°BI 033B 1354 (avenue de la Prospective); - à moins de 200 m: PI n° PI 033P 1637 (rue Pasteur John Bost). <p>Ces 2 moyens de défense disposent chacun d'une capacité de 120 m3/heure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs de l'installation. Il a été réalisé le 1er juin 2023 par la société Moreau Incendie (Montargis). Le rapport établi suite à ce contrôle, conclut que les équipements sont conformes APSAD R4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être captées au mieux [...] avant rejet à l'atmosphère. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspecteur a constaté par sondage sur la ligne Zinc attache, la présence des systèmes de captation sur les bains de traitements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Echangeurs de chaleurs des bains
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations : A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé a un test d'arrêt du chauffage des bains sur absence de liquide, en simulant un niveau de liquide insuffisant. Ce test a été réalisé sur les deux lignes Zinc attache et phosphatation. Essais concluants, les dispositifs chauffants ont été coupés après enlèvement des capteurs de niveau simulant un manque de liquide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]
Constats : L'installation électrique n'est pas en bon état; L'exploitant justifie des actions entreprises pour remédier aux défauts relevés dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques.
Observations : L'exploitant a présenté a l'inspecteur le dernier rapport de contrôle des installations électriques. Ce contrôle a été effectué le 24 janvier 2023 par la société DEKRA. La vérification précédente des installations électriques a été réalisée le 9 février 2022, la périodicité annuelle de contrôle est respectée. Le rapport établi suite au contrôle de 2023 fait apparaître 13 défauts (dont quatre déjà signalés). Le rapport Q18 fourni par l'exploitant établi suite à ce rapport, conclut que l'installation électrique n'est pas susceptible d'engendrer des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2008, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par le présent arrêté préfectoral, est réalisée au moins une fois par an [...]
Constats : L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation du contrôle de la qualité des rejets atmosphériques

réalisés en 2022 et en 2023.
Observations : L'exploitant a indiqué à l'inspection que pour l'année 2023, le contrôle interviendra en fin d'année. L'inspection a sollicité le rapport du contrôle de la qualité des rejets atmosphériques effectué en 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de le transmettre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois